

Et si la crise économique ne faisait que commencer ?  
Frédéric Lemaître, *Le Monde*, 7 juillet 2009

Silvio Berlusconi aurait voulu envoyer un message subliminal au reste de la planète qu'il n'aurait pas trouvé mieux. Dévasté par un tremblement de terre, L'Aquila est effectivement le meilleur endroit pour réunir cette semaine les dirigeants du G8. Rien n'illustre mieux l'état du monde actuel que des ruines rafistolées de bric et de broc.

C'est vrai : il y a aux Etats-Unis, notamment dans la finance, quelques voix pour expliquer que le pire est passé. Que la crise de 2008 n'était que l'éclatement d'une bulle du crédit. Que la purge est désormais faite et que les choses vont repartir comme avant. Les banques n'ont-elles pas déjà remboursé les aides publiques ? Les bonus ne sont-ils pas de retour ?

Les cent cinquante intervenants (dont une soixantaine d'étrangers) qui se sont exprimés les 4, 5 et 6 juillet lors des 9e Rencontres d'Aix-en-Provence, organisées par le Cercle des économistes, ont, dans leur immense majorité, tenu des propos plus alarmistes.

Il y a d'abord ces chiffres, terrifiants, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). D'avril 2008 à avril 2009, le chômage a crû de 40 % dans les pays les plus riches. De 2007 à 2010, il devrait même y avoir 26 millions de chômeurs en plus, un bond de 80 %, sans précédent en si peu de temps. *"Le plus gros de la détérioration reste à venir"*, a mis en garde Martine Durand, responsable de l'emploi.

Or, selon Patrick Artus (banque Natixis), *"les emplois perdus le sont de façon irréversible"*. *"On fabriquera moins de voitures et moins de biens durables. Où seront créés les emplois de demain ? On ne sait pas"*, reconnaît-il. Même Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, doute : *"Nous avons créé une entité nouvelle, l'économie mondialisée, dont nous découvrons la fragilité. (...) L'avenir n'est écrit nulle part en ce moment."* Selon le scénario de Patrick Artus, dans trois ou quatre ans, la dette des pays de l'OCDE va dépasser leur produit intérieur brut (PIB). Résultat : *"Il va falloir diminuer la protection sociale, le nombre de fonctionnaires et augmenter les impôts"*, prévient-il.

Personne n'a défendu l'idée d'un grand emprunt public comme la France s'appête à le faire. *"Autant boire un pastis pour guérir une gueule de bois"*, tranche l'assureur Denis Kessler, ancien numéro deux du Medef. Alors qu'Angela Merkel promet de baisser les impôts tout en réduisant les déficits publics allemands, qu'au contraire Nicolas Sarkozy s'efforce de théoriser les bienfaits du surendettement et que, dans les pays industrialisés, la petite musique du protectionnisme se fait de plus en plus insistante, le président de la BCE met en garde les gouvernements comme il ne l'a jamais fait jusqu'ici : *"Nous avons créé une économie financière mondialisée, il faut évidemment une gouvernance mondiale. Mais le G20 ne suffit pas. Chaque pays doit internaliser les effets de sa politique sur ce bien supérieur collectif qu'est l'économie mondiale."* En clair, par leurs excédents excessifs (Chine aujourd'hui, Allemagne demain) ou des déficits qui le sont tout autant (Etats-Unis aujourd'hui, France demain), les gouvernements sapent une mondialisation dont ils ne se sentent pas responsables mais dont chacun profite.

Si solution il y a, elle ne peut être que collective. Or rien n'est moins sûr. On l'a vu au second semestre 2008 : sans Europe volontariste, pas de coopération mondiale possible. *"Il y a une demande d'Europe, y compris en Chine. Car, depuis cinquante ans, l'Europe porte la régulation"*, analyse l'ancien commissaire européen Mario Monti. *"Mais je ne suis pas sûr qu'il y ait une offre d'Europe"*, rajoute-t-il aussitôt. Entre la France et l'Allemagne, qui se tournent le dos, la Commission aux abonnés absents et les Britanniques qui pensent avant tout à sauver la City et tuer dans l'oeuf toute tentative de régulation, l'Europe a déjà perdu l'influence qui était la sienne, en novembre 2008, au G20 de Washington.

Ceci explique-t-il cela ? Alors que le G20 de Pittsburgh, en septembre, sera déterminant, notamment pour juger de la capacité des politiques à réguler une finance à nouveau folle, Christine Lagarde s'est montrée étonnamment peu ambitieuse. *"Le G20 de Pittsburgh sera surtout l'occasion de dresser le procès-verbal de ce qui aura été mis en oeuvre"*, estime la ministre française de l'économie. De quoi donner raison à Robert Reich, l'ancien secrétaire au travail de Bill Clinton, qui juge que le poids des lobbies est sans doute trop puissant pour que Barack Obama puisse vraiment gagner contre Wall Street.

Ce serait une très mauvaise nouvelle. Certains imaginent déjà un scénario catastrophe : échec de Pittsburgh suivi, au début de l'année 2010, par l'annonce de bonus record dans la finance et une augmentation inédite du nombre des faillites et des licenciements. Denis Kessler, pour lequel *"les troisièmes années de crise se caractérisent souvent par du populisme, du protectionnisme et du patriotisme"*, aurait alors vu juste.

N'y a-t-il donc aucune raison d'être optimiste ? Si. Trois. L'Asie émergente ne résiste pas si mal, les besoins sont immenses pour accueillir trois milliards d'habitants supplémentaires d'ici à 2050 et, surtout, les économistes sont loin d'être infaillibles.

=====

Certes, *« les plans de soutien et les effets d'un arrêt temporaire du déstockage entraîneront un rebond mécanique des économies américaine et européenne au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010 »*, soulignent les économistes. Mais, *« au-delà, rien ne garantit une croissance à nouveau autoentretenu de l'économie mondiale, que l'on peut souhaiter mais dont on ne peut affirmer avec certitude qu'elle s'imposera »*,

Au cours des trois journées de débat, les intervenants se sont, il est vrai, montrés très réservés sur les perspectives d'un rebond économique durable à court terme. Soulignant l'impact destructeur de cette crise sur le front de l'emploi, Martine Durand (OCDE) a évalué à 26 millions le nombre de chômeurs supplémentaires dans les pays les plus industrialisés entre la fin 2007 et la fin 2010. Selon elle, le taux de chômage devrait ainsi atteindre à cette date le record absolu de 10 % dans la zone OCDE. *« Le plus gros de la crise de l'emploi est à venir »*, s'est-elle inquiétée. Pas moins rassurant, l'économiste Patrick Artus a lui estimé que, *« dans les pays européens, entre 4 % et 6 % des emplois seront irrémédiablement perdus à l'issue de cette crise »*.

Critique sur la décision française de recourir à un emprunt national en période de déficit déjà excessif, le PDG de SCOR, Denis Kessler, a estimé que *« l'on ne peut écarter un scénario d'emballlement de la dette »* et il a jugé possible que, dans un avenir pas si lointain, les titres de l'Etat français ne puissent plus être souscrits. *« Nous entrons en période de risque extrême »*, s'est-il inquiété.

-----

Alarmistes, les milieux économiques réclament une coordination mondiale plus large et plus régulière

[ 06/07/09 ]

Christine Lagarde, ministre de l'Economie, soutient l'idée d'une institutionnalisation du G20 suggérée par le Cercle des économistes. L'impact de la crise sur le marché du travail et les finances publiques inquiète dirigeants d'entreprise comme économistes.

DAVID BARROUX ET JEAN-FRANCIS PECRESSE, Les Echos

Ne crions pas victoire trop tôt. A l'occasion des 9<sup>ème</sup> Rencontres économiques d'Aix-en-Provence qui se tenaient ce week-end, le Cercle des économistes a mis en garde chefs d'entreprise, responsables politiques et opinion publique contre tout excès d'optimisme. *« La tentation est grande, en cet été 2009, d'espérer une sortie rapide des difficultés économiques actuelles et d'imaginer que l'organisation des relations économiques mondiales puisse se maintenir, à quelques modifications institutionnelles près. Nous voulons nous démarquer nettement de cette vision rassurante, inopérante et dangereuse »*, déclare Jean-Hervé Lorenzi, le président du Cercle.

Certes, *« les plans de soutien et les effets d'un arrêt temporaire du déstockage entraîneront un rebond mécanique des économies américaine et européenne au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010 »*, soulignent les économistes. Mais, *« au-delà, rien ne garantit une croissance à nouveau autoentretenu de l'économie mondiale, que l'on peut souhaiter mais dont on ne peut affirmer avec certitude qu'elle s'imposera »*, écrivent-ils, avant d'en appeler à la tenue, début 2010, d'une *« conférence de la renaissance »* sous l'égide d'un [G20](#) ayant vocation à être institutionnalisé comme instance de coordination économique à l'échelle mondiale, à la place du G7-G8.

## Taux de chômage à 10%

Présente à Aix, Christine Lagarde, ministre de l'Economie et des Finances, ne semblait pas opposée à l'idée. « *Faut-il institutionnaliser cette instance de transgression à 13, 20 ou 23* », s'est-elle interrogée, en ouvrant la voie à la tenue d'un nouveau cycle de sommets du [G20](#) au-delà de la troisième rencontre prévue fin septembre à Pittsburgh.

Au cours des trois journées de débat, les intervenants se sont, il est vrai, montrés très réservés sur les perspectives d'un rebond économique durable à court terme. Soulignant l'impact destructeur de cette crise sur le front de l'emploi, Martine Durand (OCDE) a évalué à 26 millions le nombre de chômeurs supplémentaires dans les pays les plus industrialisés entre la fin 2007 et la fin 2010. Selon elle, le taux de chômage devrait ainsi atteindre à cette date le record absolu de 10 % dans la zone OCDE. « *Le plus gros de la crise de l'emploi est à venir* », s'est-elle inquiétée. Pas moins rassurant, l'économiste Patrick Artus a lui estimé que, « *dans les pays européens, entre 4 % et 6 % des emplois seront irrémédiablement perdus à l'issue de cette crise* ».

Si les économistes soulignent la nécessité d'une relance ciblée et massive de l'investissement public, ces appels à une amplification des plans de relance se heurtent néanmoins aux mises en garde de plus en plus alarmistes adressées sur l'ampleur des déficits publics en Europe, particulièrement en France.

### « Période de risque extrême »

Critique sur la décision française de recourir à un emprunt national en période de déficit déjà excessif, le PDG de SCOR, Denis Kessler, a estimé que « *l'on ne peut écarter un scénario d'emballlement de la dette* » et il a jugé possible que, dans un avenir pas si lointain, les titres de l'Etat français ne puissent plus être souscrits. « *Nous entrons en période de risque extrême* », s'est-il inquiété. Par analogie aux « stress tests » imposés aux banques du secteur, Denis Kessler a appelé de ses vœux des « stress tests » de la gestion publique, afin d'évaluer la manière dont cette crise est gérée par les pouvoirs publics. « *Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle crise, de la dette souveraine cette fois* », a renchéri, de son côté, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France. Jean-Claude Trichet, le président de la [BCE](#), s'est, par sa part, déclaré favorable à la recapitalisation des banques européennes, par des moyens privés ou publics, « en cas de besoin ».